



Jean-Louis Robillard is an architect and professor in the department of Design at the Université de Québec à Montréal. He teaches architecture in the Environmental Design program, which he founded in 1970. He is also the director of the Centre de Création et de diffusion en design at UQAM, chairman of the Corporation de l'Archifête and co-founder of ARQ magazine. He was named fellow of the Royal Architectural Institute of Canada in 1984.

M. Jean-Louis Robillard est architecte et professeur au département de Design à l'Université du Québec à Montréal. Il enseigne la planification architecturale dans le programme Design de l'environnement qu'il a initié en 1970.

Jean-Louis Robillard

Il est aussi directeur du Centre de création et de diffusion en design à l'UQAM, président-directeur-général de la Corporation de l'Archifète ainsi que co-fondateur de la Revue ARQ. Il a été nommé Fellow de l'Institut Royal d'Architecture du Canada en 1984.

TFC: Avec une formation architecturale complète, des études de deuxième cycle dans le même domaine et une pratique professionnelle, vous avez décidé, en 1970, de créer à l'UQAM un programme de design de l'environnement. En quoi consiste exactement cette école et d'où en est venu l'idée?

JLR: La situation socio-politique de la fin des années soixante avait créé bien des interrogations dans les milieux universitaires, tout comme elle avait polarisé les intellectuels et bien des militants à redéfinir la réalité québécoise et à dessiner au grand jour la vision d'un Québec autonome. A ce moment aussi, la réunion des conditions d'existence de cette nouvelle université permettait d'envisager des enseignements qui répondraient à des besoins et à des objectifs nouveaux exprimés de toutes parts dans la foulée de Mai '68.

On trouvait aussi l'influence des premières recherches de gens comme Sim Van der Ryn en Californie qui créaient un nouveau corpus de connaissances qu'ils ont intitulé "Environmental Design". Melvin Charney m'y avait intéressé. Enfin, c'est aussi ma déception devant la nature des enseignements que l'on prodiguait à ce moment-là dans les écoles d'architecture qui a provoqué le besoin d'apporter une réponse nouvelle à une pédagogie que je trouvais et trouve encore sclérosée.

Le premier programme de design de l'environnement visait surtout à sortir du piège des spécialités et à atteindre des objectifs plus généralistes dans la considération et la création de nos espaces. Le programme actuel maintient cette orientation en ce qu'il permet à un étudiant d'apprendre et d'expérimenter de façon concurrente l'échelle de l'objet, du bâtiment et de la ville. Ce programme demeure un programme de premier cycle et n'a pas de réelles visées professionnelles. Il les questionne plutôt.

TFC: Comment voyez-vous l'évolution de ce programme dans le temps depuis sa création?

JLR: Comme j'ai commencé à le dire, il y a eu évolution. Le temps, les réalités et les pressions externes et la présence croissante de nouveaux professeurs souvent européens, ont passé le programme à la moulinette, si on peut le dire ainsi.

Mon premier objectif était de répondre à un besoin auquel je crois encore et qui est celui de donner une formation de design à plein d'étudiants qui iraient plus tard oeuvrer dans des domaines aussi variés que la dramaturgie, la psychologie et l'horticulture. En fait le programme possédait un tronc commun d'ateliers et de cours théoriques qui s'adressait aux disciplines de l'espace. Les cours complémentaires et au

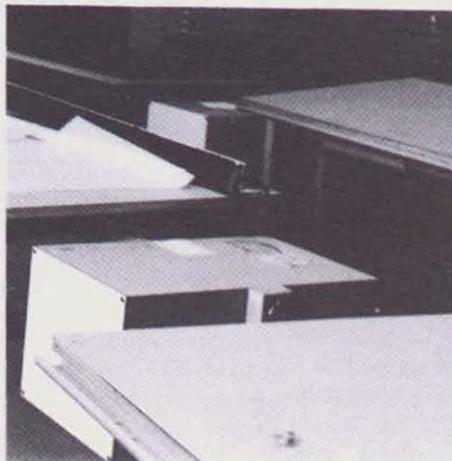
choix donnaient l'occasion à l'étudiant de concentrer ses intérêts réels sur une discipline de son choix. Le programme permettait donc de préparer le passage vers un programme d'études supérieures dans une discipline autre que l'architecture et le design industriel. N'est-ce pas ainsi que sont nées les sciences comportementales qui font le pont entre les sciences anthropologiques, psychologiques et... spatiales, par exemple? Donc on peut dire que le programme visait à augmenter dans le marché du travail le nombre de gens qui posséderait une "culture spatiale".

Les orientations diverses qui ont suivi ont modifié la façon d'y arriver en affirmant surtout que la discipline du design de l'environnement pouvait exister, se constituer avec la capacité d'une analyse et d'une expérimentation polyvalente des diverses échelles d'intervention spatiale. L'examen thématique de cet environnement a été à la base des modifications qui ont marqué l'évolution du programme. On y envisageait tout autant les points de vues anthropologiques et écologiques que sémantiques et épistémologiques.

Actuellement nos diplômés qui poursuivent des études supérieures demeurent dans l'éventail des disciplines de la mise en forme. Il me faut dire ici que les écoles d'architecture traditionnelles n'ont pas vu d'un bon oeil la création de ce programme.

L'establishment était surtout regroupé à l'Université de Montréal et le doyen du temps, Guy Desbarats, a souvent décrié nos efforts et notre orientation en la qualifiant de non-sérieuse. Aujourd'hui, nos étudiants, après trois ans d'études chez nous, connaissent bien des difficultés pour faire accréditer leur bagage académique s'ils veulent poursuivre leurs études professionnelles d'architecture dans cette école. Le temps et l'action effaceront-ils les antagonismes?

Quant à McGill, la diplomatie des anglophones a prouvé être juste. Ne pas attaquer directement. Laisser les gens se casser la gueule, seuls. Je ne



crois pas qu'on se la cassera et le dynamisme qui règne à l'UQAM en fait un milieu bien vivant à Montréal. Sûrement imparfait mais curieux, ouvert et préoccupé par le développement du "projet" plutôt que d'une pratique professionnelle établie.

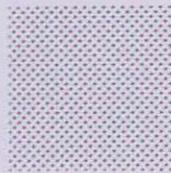
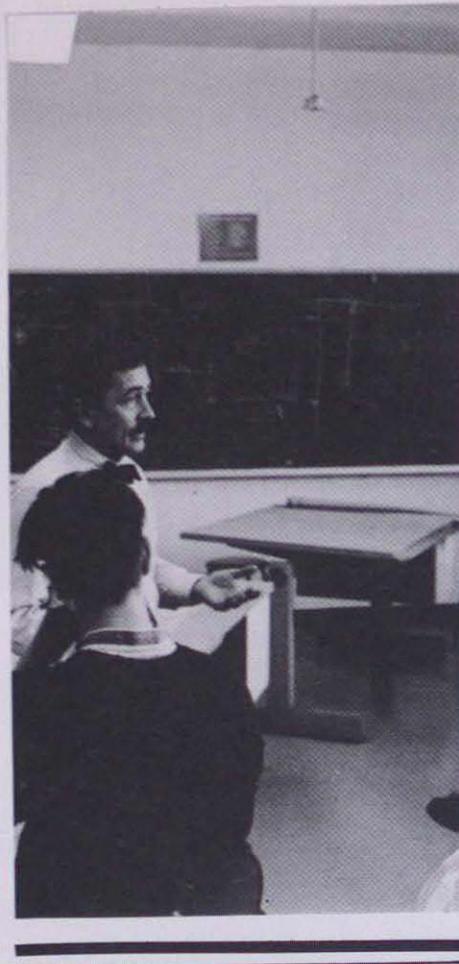
TFC: La diversité des échelles fait-elle de votre programme un programme d'introduction au design qui doit être complété par des études supérieures?

JLR: Bien sûr que oui. Mais il y a deux façons dont on pourrait répondre à votre question. Cela dépend de la confiance que l'on a dans l'évolution de notre société. D'une part, on peut dire oui, c'est un programme d'introduction et nous pensons le faire suivre d'un programme d'études supérieures spécialisées très bientôt. Entre temps les autres programmes d'études supérieures des universités voisines pourraient ouvrir leurs portes à nos étudiants.

D'autre part, peut-être que ce programme pourrait se révéler comme étant une alternative à l'enseignement traditionnel de l'architecture et du design. A part la mécanique d'y ajouter un an d'études, il pourrait peut-être représenter une approche tout aussi acceptable que les programmes professionnels existants.

TFC: A quoi serait donc dû la réduction des études professionnelles en architecture ou en design de six ans à quatre ans comme cela a été le cas ici au Québec?

JLR: Il y a eu plusieurs raisons. D'abord les changements opérés par le ministère de l'Éducation à la demande des universités, je crois, ont été motivés par des impératifs économiques tout comme la nécessité de promouvoir l'accessibilité aux études universitaires. Mais en architecture, comme ça a été le cas pour moi, les années que j'ai passées à McGill (sept ans plutôt que six parce que j'ai réussi à faire deux fois ma deuxième année) et ensuite les deux ans de maîtrise que j'ai faits sous la direction particulièrement stimulante de Melvin Charney à l'Université de Montréal, me font croire aujourd'hui que cette "période d'incubation" n'a pas été trop courte. Elle correspond aussi à l'apprentissage perpétuel qui est le lot de l'architecte. Mais elle met en cause le degré de qualité de l'éducation qui est nécessaire à une pratique d'excellence. Au-delà du temps il y a l'apport des professeurs. Il est vrai que plus on passe de temps à l'université, plus on a l'occasion de se confronter à un plus grand nombre de professeurs. Peut-être avoir un peu plus de temps pour approfondir la pensée d'un professeur qui nous impressionne? Si le maître n'est pas dans les livres, il est peut-être dans la classe. Malgré bien des discus-



sions sur la qualité des professeurs, il y en a qui font école. On peut nommer les Gordon Weber et Peter Collins, par exemple. Fera-t-on mourir Charney en le nommant ensuite? On se souvient de Marcel Gagné aussi. Je ne veux pas m'étendre sur cette question. Elle reste à débattre à toutes les générations.

TFC: Est-ce que vous concluez que les architectes qui graduent après quatre ans de cours ne peuvent prétendre qu'ils sont des architectes accomplis?

JLR: On a cru à l'économie pédagogique parce que l'on sait que la période de stage vient parfaire les connaissances pratiques du futur architecte. Mais je connais bien des gens qui n'ont rien à dire sur cette période de stage. Ou plutôt, qui peuvent dire qu'ils n'ont eu aucune véritable direction, qu'ils ont seulement bossé sur des projets souvent insignifiants, qu'il n'y avait aucune discussion stimulante sur l'ar-

chitecture dans l'usine où ils avaient échoué et qu'en fait, ils avaient surtout appris à satisfaire le client à tout prix.

On doit donc penser que les premiers quatre ans devraient générer des architectes "pensants", impliqués, qui pourraient devenir les "nouvelles inspirations" que recherchent les bureaux établis. Les stagiaires sont en droit d'exiger autant de leurs patrons qu'ils en exigent de leurs professeurs. Dans cette optique aussi, il faut questionner le type de sélection qui est courant dans nos écoles.

On ne sait pas dire aux étudiants qu'ils ne sont pas à leur place si le cas se présente. C'est extrêmement rare. On donne une note de passage, complaisamment. L'étudiant les accumule, ne peut avoir accès aux études supérieures et se précipite dans la pratique sans qu'on exige de lui plus de qualité. Les résultats formels sont évidents et menacent totalement la crédibilité de l'ensemble.

Non seulement la sélection des aspirants à l'école est-elle faite souvent sur une compilation des notes antérieures, ce qui élimine des candidats très sensibles dont le talent et les préoccupations ne sont pas comptabilisables, mais aussi la réorientation des étudiants en place devraient toutes deux être considérées prioritaires dans le processus d'éducation de l'architecture et du design.

On doit ajouter que les programmes actuels se soucient bien peu du niveau de culture qui est nécessaire au créateur pour accomplir son métier. Cette facette est attribuable au système d'éducation en général mais elle doit être corrigée dans nos programmes. Tant que les programmes du primaire et du secondaire n'auront pas inclus des cours de sensibilisation à l'espace (je ne sais pas si ça s'enseigne mais ça se développe), nous aurons le problème de devoir faire le rattrapage sur cet aspect, et le rattrapage évident sur le plan de la culture générale. J'ai mentionné des cours sur l'espace. C'est à la lumière des travaux du psychologue américain Gibson et à la lecture de "Body, Memory and Architecture" de Bloomer et Moore que j'ai acquis la conviction que nos sens ne sont pas seulement ceux énumérés par Aristote mais plutôt un regroupement différent qui établit avec certitude que nous possédons un système de perception de l'espace. Cette caractéristique vitale devra être reconnue par nos éducateurs si nous voulons progresser.

TFC: On semble justement se préparer à vivre une sursaturation de designers et d'architectes. Comment expliquer alors que, malgré une pratique architecturale en perte de vitesse, les universités s'entêtent à laisser graduer un nombre croissant d'étudiants et qui

plus est, sont des étudiants que vous considérez moyens ou même médiocres?

JLR: Laisser moi prendre une bonne respiration car la question est épineuse.

Tout d'abord, malgré les rapports officiels qui affirment que la profession est en danger et les dires aussi d'un professeur de l'U de M qui a décrit dans un séminaire sur l'éducation organisé par l'Ordre des architectes du Québec, la saturation complète du marché et la nécessité de fermer certaines écoles, je persiste à dire que la formation d'architecture ou de design est essentielle à un nombre de plus en plus élevé de gens dans notre société. C'est une question tout à fait culturelle. C'est une question de sensibilisation à notre milieu de vie, de culture architecturale, qui doit pénétrer toute les couches de notre société.

En Argentine, en Italie, en France et ailleurs, il y a des milliers de gradués qui sortent des écoles d'architecture par exemple, sûrement plus que ne l'exige l'économie et le marché du travail. Mais n'existe-t-il pas plusieurs facettes à la pratique de l'architecture? Ne peut-on encourager leur développement et leur spécificité?

Si on prend l'exemple des architectes les plus méconnus dans notre milieu qui sont ceux qui travaillent dans la fonction publique. Il y en a plusieurs qui ne font plus d'architecture per se mais au contraire qui font de l'administration, qui définissent la commande gouvernementale. Ne pourrait-on souhaiter qu'il y ait plus d'architectes à ces postes-clés. Les ingénieurs ont réussi ce que nous entrevoyons avec peine. Ils occupent presque tous les postes de commande. Nous vivons dans une société dont la mentalité en est une d'ingénieur. Pratique mais pas toujours créatrice. Sûrement pas aussi sensible aux besoins spatiaux qu'on serait en droit d'exiger dans nos villes et villages. Je souhaiterais à l'OAQ de réunir 25,000 membres plutôt que les 2000 actuels.

Et ces membres pourraient tous s'appeler architectes. Un historien de l'architecture peut être un architecte au même titre qu'un praticien traditionnel. Un architecte impliqué dans la scénographie cinématographique mérite de garder son titre de formation même s'il a laissé à ses collègues le champ de la construction résidentielle ou commerciale.

Mais on n'a pas besoin de 25,000 architectes moyens ou médiocres. Ca demeure le problème des écoles de reserrer leurs critères de qualité. Mais la société se fait un devoir elle-même de poursuivre le processus de sélection. C'est un impératif de la vie. C'est un phénomène continu qui s'observe à

l'oeil nu.

Ce qui est le plus surprenant, par contre, c'est l'éclatement qui s'opère à l'intérieur même du milieu architectural. La prolifération des organismes professionnels, toute bien intentionnée qu'elle soit, concourent à la confusion de l'image de l'architecte. Une désaffectation massive des activités à caractère institutionnel et culturel, perpétue le manque de cohésion, de débat et d'entendement qui identifie notre milieu.

On examine et se prononce pour une Loi des Architectes sans insister plus avant sur le besoin primordial d'une "Politique de l'Architecture". Quand je dis que la société fera d'elle-même sa sélection, elle risque de la faire entièrement.

TFC: En revenant au problème que nous examinons ici, que pensez-vous du fait que les écoles d'architecture et de design au Québec n'affichent pas d'opinion précise comme l'a fait le Bauhaus, par exemple?

JLR: Je crois qu'il faut éviter de sectoriser les démarches. Chaque regroupement de professeurs constitue une entité différente. Mais chaque professeur aussi. Et c'est un fait rare qu'un regroupement bénéficie de la situation



qui régnait en Allemagne et qui a polarisé les attitudes et les intérêts d'un certain nombre d'artistes et d'architectes pour en créer une véritable école. Je crois à la diversité parce que j'en ai bénéficié à McGill. Et je crois surtout au magnétisme de quelques uns qui influencent et maintiennent un rapport dynamique dans une faculté.

TFC: En tant qu'architecte, qu'est-ce qui vous a poussé à partager votre temps entre la pratique et l'enseignement et jusqu'à quel point pensez-vous que l'un et l'autre sont interreliés?

JLR: Vous voulez dire que je partage mon temps entre l'enseignement, la pratique, l'écriture, l'organisation d'événements comme l'Archifête, etc... Peut-être que je partage trop mon temps.

Pour ce qui est du rapport enseignement et pratique, il est essentiel. Il est requis surtout quand on parle des ateliers d'architecture. Et ce n'est pas la pratique vue seulement dans sa réalité de bâtisseur. Elle peut être une pratique d'écriture critique ou une pratique artistique comme c'est le cas pour Charney.

C'est l'expérience pratique qui éclaire le processus pédagogique; c'est la révélation construite de la mise en forme qui permet au professeur ensuite d'enrichir la création d'espace chez l'étudiant. Le processus se renverse ensuite et de l'acuité des rapports étudiants-professeurs, le praticien renouvelle constamment sa démarche personnelle. Quant à l'exemple américain, on peut dire que les écoles font tout pour attirer les meilleurs praticiens dans leurs rangs pour des périodes plus ou moins courtes. Elles perpétuent la nature de l'enseignement de l'architecture et du design en recréant le modèle maître et apprenti dans la meilleure tradition orale de l'expérimentation et de la transmission des connaissances.

TFC: Et l'UQAM?

JLR: Le département Design n'a pas une majorité de praticiens car son programme n'est pas de nature professionnelle. Mais nous invitons des praticiens étrangers, nous provoquons beaucoup de rencontres et débats avec les gens de l'extérieur. On veut, et je crois pouvoir parler au nom de mes collègues, on veut créer un milieu actif et vivant. Ce n'est pas une question de réputation d'école, c'est au contraire apporter à Montréal ce qui lui manque le plus; un espace où la confrontation est possible, où la question de l'architecture et du design est traitée pour elle-même et non pas en seul regard des contraintes et nécessités de sa production.

TFC: Comment envisagez-vous l'enseignement de l'architecture au Québec dans l'avenir?

JLR: L'enseignement de l'architecte-



ture ou du design ne se portera bien que s'il y a plus de collusion entre les écoles et les institutions professionnelles. Si les écoles insistent à s'ouvrir plus sur le milieu.

J'ai le pressentiment que la direction qu'emprunte l'Université de Montréal sera celle du design urbain et de l'acte architectural dans ce contexte.

L'orientation de McGill ne semble pas vouloir changer beaucoup et l'école tend à poursuivre une formation traditionnelle d'architectes pragmatiques, sensibles mais rangés, savants et concernés par la tradition plutôt que par la simple actualité.

Quant à Laval j'imagine que cette école continuera de fournir les effectifs nécessaires à sa collectivité mais on est gardés loin du secret de ses orientations futures.

A l'UQAM les orientations d'études supérieures risquent d'investir le domaine de l'architecture intérieure mais sûrement aussi de poursuivre son enseignement de plus en plus pertinent en design industriel.

Tout cela, bien sûr, dit avec une ride au front et un sourire en coin.

Je pense surtout que l'enseignement devra trouver un nouvel élan dans la préoccupation du développement d'une culture architecturale au Québec, et qui commencerait par établir de

vrais liens entre toutes les "individualités" qui constituent le milieu. En effet, le milieu architectural est encore une réalité d'accumulation plutôt que de cohésion.

Les efforts de l'UQAM en ce sens devraient être considérés sérieusement et les professionnels praticiens pourraient s'ouvrir au fait que l'UQAM est intéressée à parler d'ARCHITECTURE, par exemple, au même titre que tous les autres, et à contribuer à la définition de ce champ d'intervention avec tous les autres intervenants au Québec. Il ne s'agit pas là d'une transgression des choses gardées établies. Et si mon ton est polémique c'est parce que jusqu'ici les manifestations demeurent nombreuses d'une méfiance et d'une arrogance entretenue.

TFC: Sauriez-vous situer la qualité de l'enseignement de l'architecture et du design au Québec par rapport à d'autres pays?

JLR: Le Québec demeure un terrain propice à l'innovation et à la prospection. Les changements sont plus faciles à réussir que dans les pays européens et même peut-être qu'en Amérique. Si on considère la prospérité de certaines écoles américaines et leur politique de diffusion, on fait figure de parent pauvre. On ne possède pas non plus de

Ciriani et le groupe UNO pour marquer le pas en éducation de l'architecture, mais c'est un exemple unique parmi le grand nombre d'écoles françaises.

L'enseignement au Japon est plutôt traditionnel, c'est la pratique qui est intéressante et elle est plutôt encouragée par une commande éclairée.

Notre enseignement se compare sans prétentions à de bonnes écoles. Je pourrais dire cependant que nous gagnerions à voir naître chez nous une école du type du Architectural Association, mais Montréal n'est pas Londres et le bassin de personnes-ressources est bien petit.

Ce qui me semble le plus évident c'est qu'on persiste à ne pas croire en nous-mêmes. On ne semble pas développer nos spécificités. Cela permettrait peut-être, si on le faisait, de développer un patrimoine spatial québécois comme on a créé un espace politique distinctif. ■

Cette entrevue a été réalisée en décembre 1986 par François Lemoine et Judith Letarte, tous deux étudiants en deuxième année d'architecture à l'université McGill.